Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil no. 2025TALCH17/00171

Audience publique du mercredi, deux juillet deux mille vingt-cinq.

Numéros TAL-2018-02164 et TAL-2018-05703 du rôle

Composition:

Carole ERR, vice-président,
Patricia LOESCH, premier juge,
Karin SPITZ, juge,
Pascale HUBERTY, greffier.

I. (rôle TAL-2018-02164)

E n t r e

PERSONNE1.), médecin gynécologue, demeurant à L-ADRESSE1.),

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Martine LISÉ de Luxembourg du 9 mars 2018,

comparaissant par Maître Danielle WAGNER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t

1) PERSONNE2.), médecin gynécologue, demeurant à L-ADRESSE2.),

partie défenderesse aux fins du prédit exploit LISÉ,

comparaissant par Maître Arsène KRONSHAGEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

2) PERSONNE3.), médecin gynécologue, demeurant à L-ADRESSE2.),

partie défenderesse aux fins du prédit exploit LISÉ,

comparaissant par Maître Eliane SCHAEFFER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

II. (rôle TAL-2018-05703)

E n t r e

1) PERSONNE2.), médecin gynécologue, demeurant à L-ADRESSE2.),

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Josiane GLODEN d'Esch-sur-Alzette du 28 août 2018,

comparaissant par Maître Arsène KRONSHAGEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

2) PERSONNE3.), médecin gynécologue, demeurant à L-ADRESSE2.),

partie demanderesse aux termes dudit exploit GLODEN du 28 août 2018,

comparaissant par Maître Eliane SCHAEFFER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t

PERSONNE1.), médecin gynécologue, demeurant à L-ADRESSE1.),

partie défenderesse aux fins du prédit exploit GLODEN,

comparaissant par Maître Danielle WAGNER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

L e T r i b u n a l

Vu l'ordonnance de clôture du 13 juin 2025.

Les mandataires des parties ont été informés par bulletin du 13 juin 2025 de la fixation à l'audience du mercredi, 18 juin 2025 pour désistement d'instance et d'action.

Aucun n'a sollicité à plaider oralement.

En application de l'article 226 du Nouveau Code de procédure civile, les parties sont réputées avoir réitéré leurs moyens à l'audience et leurs mandataires sont dispensés de s'y présenter.

L'affaire a été prise en délibéré par le président du siège à l'audience du 18 juin 2025.

Procédure

Par acte d'huissier du 28 août 2018, le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.) ont assigné le docteur PERSONNE1.) devant le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg aux fins le voir condamner notamment au paiement de 62.318 EUR au titre d'arriérés de frais d'occupation de leur cabinet médical par le docteur PERSONNE1.).

L'affaire a été inscrite sous le numéro TAL-2018-05703 du rôle.

Par acte d'huissier du 9 mars 2018, le docteur PERSONNE1.) a assigné le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.) devant le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg aux fins les voir condamner notamment au paiement de 468.560,04 EUR à titre d'indemnité compensatoire de préavis suffisant dans la rupture de la relation contractuelle entre parties, et de 54.007,87 EUR à titre d'indemnité pour déperdition de clientèle, captation de clientèle, perte d'assistance opératoire, et arrêt des remplacements.

L'affaire a été inscrite sous le numéro TAL-2018-02164 du rôle.

Les affaires ont été jointes par avis de mention au dossier du 29 janvier 2020.

Motivation

En vertu de l'article 545 du Nouveau Code de procédure civile, le désistement peut être fait et accepté par de simples actes, signés des parties ou de leurs mandataires, et signifiés d'avoué à avoué.

La validité du désistement d'instance est subordonnée à l'acceptation de la partie adverse dès lors que l'instance est liée.

Le désistement d'action emporte abandon du droit d'action et anéantissement de l'instance.

En l'espèce, par acte d'avocat du 17 mars 2024 déposé au greffe du tribunal le 3 juin 2025, le docteur PERSONNE1.) a notifié son désistement de l'instance introduite par acte du 9 mars 2018 contre le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.), enrôlée sous les numéros TAL-2018-02164 du rôle, ainsi que de l'action qui forme la base de l'instance.

L'acte de désistement d'instance et d'action est revêtu de la mention manuscrite « *bon pour désistement d'instance et d'action* » du docteur PERSONNE1.).

Par conclusions déposées au greffe du tribunal le 3 juin 2025, le docteur PERSONNE3.) a déclaré se désister de l'instance introduite contre le docteur PERSONNE1.) enrôlée sous le numéro TAL-2018-05703 du rôle, ainsi que de l'action qui forme la base de l'instance.

Par conclusions déposées au greffe du tribunal le 4 juin 2025, le docteur PERSONNE2.) a déclaré accepter le désistement d'instance et d'action du docteur PERSONNE1.) et du docteur PERSONNE3.).

Par ce même acte, le docteur PERSONNE2.) a encore déclaré se désister de l'instance introduite contre le docteur PERSONNE1.) enrôlée sous le numéro TAL-2018-05703 du rôle, ainsi que de l'action qui forme la base de l'instance.

En conséquence, il y a lieu de déclarer les instances et les actions éteintes.

Aux termes de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile, les dépens de l'instance éteinte incombent à la partie qui se désiste.

Il y a dès lors lieu de condamner *in-solidum* le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.) à supporter les frais de l'instance abandonnée inscrite sous le numéro TAL-2018-05703 du rôle.

Il y a encore lieu de condamner le docteur PERSONNE1.) à supporter les frais de l'instance abandonnée inscrite sous le numéro TAL-2018-02164 du rôle.

Par ces motifs

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, dix-septième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

donne acte au docteur PERSONNE1.), au docteur PERSONNE2.) et au docteur PERSONNE3.), PERSONNE3.) de leur désistement d'instance et d'action,

déclare l'instance entre le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.), d'une part, et le docteur PERSONNE1.), d'autre part, inscrite sous le numéro TAL-2018-05703 du rôle éteinte,

déclare l'action dirigée par le PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.) contre le docteur PERSONNE1.) éteinte,

déclare l'instance entre le docteur PERSONNE1.), d'une part, et, le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.), d'autre part, inscrite sous le numéro TAL-2018-02164 du rôle éteinte,

déclare l'action dirigée par le docteur PERSONNE1.) contre le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.) éteinte,

condamne *in solidum* le docteur PERSONNE2.) et le docteur PERSONNE3.) aux frais et dépens de l'instance abandonnée inscrite sous le numéro TAL-2018-05703 du rôle,

condamne le docteur PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance abandonnée inscrite sous le numéro TAL-2018-02164 du rôle.